

Dr NOVICA RAKOČEVIĆ, conseiller scientifique
Institut d'Histoire de la R. S. de Monténégro – Titograd

LES RELATIONS ENTRE LE MONTÉNÉGRO ET
L'AUTRICHE-HONGRIE
1777 – 1914

Les premiers contacts officiels du Monténégro avec l'Autriche ont eu lieu dans les années quatre-vingts du XVIII^e siècle. L'initiative était venue du côté monténégrin: comme il ne pouvait pas s'assurer la protection de la Russie, le Monténégro fut obligé de s'adresser à l'Autriche.

Vers la fin de l'année 1777 le gouverneur du Monténégro Jovan Radonjić envoya à Vienne son émissaire pour sonder la disposition de l'impératrice d'Autriche Marie Thérèse a recevoir quelques chefs monténégrins qui viendraient lui rendre hommage et la prier de prendre le Monténégro sous sa puissante protection. Le chancelier d'État Kaunitz a entendu le délégué monténégrin le 8 décembre 1777 et en a soumis un rapport détaillé au fils et corégent de Marie Thérèse, Joseph II. Le chancelier a prêté une attention spéciale au fait important que les Monténégrins, ainsi que les autres tribus serbes et albanaises sous la domination turque pouvaient être à la maison impériale d'Autriche de la plus grande utilité pour l'expansion future des intérêts autrichiens dans les Balkans. A partir de ce temps, le Monténégro se trouvera de façon permanente dans la sphère d'intérêts de l'Autriche – plus tard l'Autriche-Hongrie.

Au printemps de l'année 1779, la délégation monténégrine visitait Vienne. Le but de cette visite, autant qu'on peut voir de trois documents, était de gagner l'Autriche à prendre le Monténégro sous sa protection, car ce dernier se trouvait alors dans une situation difficile. Cependant, la cour d'Autriche et ses conseillers n'ont pas accepté ces propositions et on a donné aux délégués monténégrins la réponse qu'une mission serait envoyée au Monténégro pour examiner la situation sur les lieux et c'est seulement après cela qu'on pourrait entamer des négociations définitives qui serviraient de base à la décision impériale relative à la protection

autrichienne du Monténégro. Pourtant, les Monténégrins attendront à peu près deux années l'arrivée de cette mission impériale.

La première mission autrichienne partit de Vienne au Monténégro au commencement de novembre 1781. Cette mission n'était d'une grande utilité ni pour le Monténégro ni pour l'Autriche. Toute cette affaire se termina par la promesse de l'empereur que l'Autriche intercéderait auprès de la Porte pour les Monténégrins et les autres chrétiens s'ils étaient „injustement” opprimés.

L'Autriche prendra de nouveau l'intérêt au Monténégro au cours de sa guerre avec la Turquie en 1788–1791. L'Autriche était alors l'alliée de la Russie. L'un et l'autre États tâchaient de soulever les chrétiens des Balkans contre la Turquie et dans ces projets n'oubliaient ni le pacha de Scutari Mahmut-pacha Bouchatli qui était rebelle au sultan.

La mission autrichienne vint au Monténégro au mois de mars 1788 et elle travaillait de toute sa force à gagner au Monténégro autant d'hommes que possible aux intérêts de l'Autriche. A Cetinje fut envoyé aussi un détachement autrichien composé de 100 soldats. Cependant, malgré une grande activité qu'elle avait développée, la mission autrichienne dut constater avec regret que les Monténégrins étaient pour les Russes, „sans ducats et pot-de-vin quel qu'il soit”. Comme elle n'a pas obtenu les résultats qu'elle désirait, la mission autrichienne a quitté le Monténégro vers la fin de l'été ou au commencement de l'automne 1788, emmenant avec elle le détachement des soldats. De cette façon échoua l'intention de Vienne de réaliser, avec l'aide des Monténégrins et Mahmut-pacha Bouchatli, ses intérêts dans cette partie des Balkans. Les tentatives ultérieures de l'Autriche, visant à établir au Monténégro son influence resteront également sans succès.

La révolution bourgeoise française de l'année 1789 aura des répercussions aussi sur l'histoire des peuples yougoslaves. Les Français occuperont Venise le 12 mai 1797 et ce fut la fin de la République de Venise qui avait en sa possession la côte yougoslave de l'Adriatique et aussi les Bouches de Kotor. Ces dernières viendront d'abord en possession de l'Autriche, ensuite de la France de Napoléon, pour passer, par une décision du Congrès de Vienne de 1815, en „propriété permanente” de l'Autriche, où elles resteront jusqu'à la débâcle définitive de celle-ci en automne 1918. Entrant dans les Bouches de Kotor, l'Autriche devint la voisine du Monténégro.

A partir du premier jour de ce voisinage il se manifestaient déjà des controverses et malentendus entre le souverain monténégrin, le métropolitain Pierre I^{er} et les autorités autrichiennes dans les Bouches de Kotor sous l'occupation. Les autorités autrichiennes tâchaient dès le début d'éliminer l'influence des Monténégrins et de l'évêque Pierre sur la population serbe de cette région. L'Autriche fera de grandes difficultés aussi à l'évêque Pierre II Petrović-Njegoš, qui sera forcé de lui céder définitivement aussi les monastères de Stanjevići et de Maine.

Il a été formée aussi la commission de délimitation qui a commencé à travailler le 26 septembre 1837. Dès le début même du travail à la délimitation, les incidents se produisaient fréquemment et au mois d'août

1838 eut lieu aussi un conflit entre les soldats autrichiens et les Monténégrins à la frontière de Paštrovići. La commission suspendit son activité, mais la reprit plus tard. Après plusieurs interruptions, en diverses occasions, la frontière entre le Monténégro et l'Autriche fut finalement fixée vers la fin de juillet 1841.

Tâchant d'assurer ses propres intérêts au Monténégro, l'Autriche entrera en collision avec les intérêts de la Russie dans cette partie des Balkans. Ceci devint manifeste à partir de ce moment historique lorsque commença l'édification de l'organisation d'État au Monténégro avec l'appui exclusif sur la Russie. Comme borne de ce conflit peut être prise l'année 1837, lorsque Njegoš exécutait au Monténégro la réforme de l'organisation du pouvoir et que la Russie commençait à s'engager ouvertement dans les affaires du Monténégro. A partir de ce temps jusqu'à la fin de son indépendance comme État, le Monténégro se trouvera constamment dans le domaine des oppositions d'intérêts de la Russie et de l'Autriche, et à partir de l'année 1867 de l'Autriche-Hongrie. Les Monténégrins, dans la lutte incessante et dure avec la Turquie, avaient besoin d'un protecteur puissant qui les aiderait dans le domaine militaire, diplomatique et matériel. Et un tel protecteur, à leur avis, était la Russie slave et orthodoxe. Pour cette raison, l'Autriche-Hongrie ne réussira jamais à évincer l'influence russe du Monténégro.

Après l'année révolutionnaire 1848-1849 qui avait ébranlé les fondements de la monarchie autrichienne, ses milieux gouvernants appréhendaient constamment les mouvements révolutionnaires dans les pays voisins. Pour cette raison, les milieux gouvernants autrichiens, resp. austro-hongrois regardaient la politique du Monténégro dans les régions avoisinantes avec beaucoup de doute et de suspicion. Ils savaient fort bien que le mouvement insurrectionnel dans l'Herzégovine contre la Turquie n'aurait pas pu être possible sans appui sur le Monténégro et sans son aide. Comme le Monténégro était toujours prêt à provoquer les révoltes et insurrections dans ses environs, ses intérêts ne pouvaient pas être identiques à ceux de l'Autriche-Hongrie. Cette puissance s'opposait à la reconnaissance de l'issue au bord de l'Adriatique au Monténégro était toujours prêt à provoquer les révoltes et insurrections dans ses environs, ses intérêts ne pouvaient pas être identiques à ceux de l'Autriche-Hongrie. Cette puissance s'opposait à la reconnaissance de l'issue au bord de l'Adriatique au Monténégro et à l'expansion territoriale de ce pays aux dépens de l'Herzégovine et c'est pourquoi elle était toujours disposée à faire au Monténégro des difficultés de toute sorte.

A la vérité, l'Autriche était capable parfois de rendre un service au Monténégro, come c'était le cas en 1853. En cette année-là, le Monténégro, en guerre avec la Turquie, s'était trouvé dans une situation critique. La mission du comte autrichien Leiningen à Constantinople et la démonstration de l'armée autrichienne sur l'Una ont mis fin à cette guerre et le Monténégro fut sauvé par là.

Le but permanent de l'Autriche était la suivant: si elle ne peut pas assurer son influence au Monténégro, il fallait du moins arrêter toutes ses actions dans les provinces avoisinantes. Le délégué autrichien dans la

commission de délimitation entre le Monténégro et la Turquie en 1858/59 faisait pour cela de grands obstacles au Monténégro. L'Autriche fit venir à Kotor les émigrés monténégrins, adversaires du prince Danilo et leur donna un instructeur spécial, les pourvut d'argent et d'autres choses nécessaires. Selon toute probabilité, les services particuliers de l'Autriche étaient aussi impliqués dans l'assassinat du prince Danilo qui eut lieu à Kotor en 1860.

L'Autriche continuait à pratiquer la politique de pression envers le Monténégro au début du règne du prince Nicolas. Pendant l'insurrection de l'Herzégovine en 1861, Vienne intervenait au Monténégro pour l'amener à agir en faveur d'un apaisement de l'insurrection herzégovinienne et vers la fin de cette même année l'Autriche fit des démarches énergiques en vue d'engager les puissances européennes à prendre part à la pacification de l'Herzégovine, en accusant le Monténégro de provoquer les désordres. L'Autriche n'était pas bien disposée envers le Monténégro ni en temps de sa guerre difficile contre la Turquie en 1862. Ses propres intérêts lui commandaient de garder une attitude correcte envers la Turquie.

Le Monténégro avait au XIX^e siècle deux ennemis dangereux, à savoir: la Turquie et l'Autriche. L'inimitié de l'Autriche-Hongrie envers le Monténégro se manifestait, plus ou moins, dans toutes les occasions. La pression austro-hongroise était multiple. Elle ne se contentait uniquement de mesures militaires et politiques. Beaucoup plus grave était la pression économique, à laquelle l'Autriche faisait recours toutes les fois lorsque cela convenait à son cours politique.

Au cours de la grande guerre du Monténégro et de la Serbie contre la Turquie en 1876–1878, l'Autriche-Hongrie, consciente de sa force, a porté à la connaissance de ces deux États qu'ils devaient renoncer à la Bosnie et à l'Herzégovine, ainsi qu'à la pénétration dans le sandjak de Novi Pazar. En le repoussant de l'Herzégovine et en interdisant les opérations militaires dans la direction du sandjak de Novi Pazar, l'Autriche-Hongrie acheminait le Monténégro vers le Sud – avec le désir manifeste de provoquer une collision entre les Monténégrins et les Albanais et d'approfondir par là davantage l'inimitié entre ces deux peuples voisins.

Au Congrès de Berlin, avec l'appui de l'Allemagne et de l'Angleterre, et sous prétexte d'y rétablir l'ordre, l'Autriche-Hongrie a obtenu le droit d'occuper la Bosnie et l'Herzégovine. Le sandjak de Novi Pazar a été laissé en possession de la Turquie pour continuer à séparer le Monténégro de la Serbie. Pour assurer autant que possible ses intérêts, l'Autriche-Hongrie a obtenu aussi le droit de tenir ses garnisons à Plevlja, Prijepolje et Priboj sur le territoire du sandjak de Novi Pazar. L'Autriche-Hongrie a imposé au Monténégro l'article 29 du Traité de Berlin selon lequel elle avait le droit de contrôle militaire et sanitaire dans le port de Bar que le Monténégro ne devait pas transformer en un port de guerre ni tenir dans ce port la flotte de guerre ni construire des voies dans le territoire du Littoral sans accord préalable avec l'Autriche-Hongrie.

A partir du commencement du XX siècle, les rapports entre les grandes puissances européennes s'aiguisaient de plus en plus à cause du besoin de marchés nouveaux, du partage nouveau des colonies et des sphères d'intérêts, ce qui a produit des répercussions aussi dans la Péninsule Balkanique. De l'autre côté, les mouvements de libération nationale des peuples subjugués dans l'Empire Turc, qui, outre le caractère national, avaient aussi le caractère social, se raffermirent puissamment. Les États balkaniques (Monténégro, Serbie, Bulgarie et Grèce) intensifièrent leur activité à la libération de la partie encore non libérée des peuples balkaniques et, par là, aussi à l'expansion des frontières d'État.

Le but que se proposaient les grandes puissances était de prolonger la vie à l'Empire Turc, depuis longtemps déjà mûr pour la désintégration, en mettant obstacle à la libération nationale des peuples balkaniques encore non libérés.

L'Autriche-Hongrie et la Russie ont profité de l'insurrection macédonienne de 1903 pour s'ingérer encore plus activement dans les affaires balkaniques turques. A Mürzsteg le 2 octobre 1903 fut conclu entre l'Autriche-Hongrie et la Russie un accord, relatif aux réformes en Macédoine ainsi qu'à leur politique dans les Balkans en général. Le but de cet accord qui fut aussi communiqué aux autres grandes puissances, était la prolongation de la vie à l'Empire Turc pourri et le maintien du statu quo dans les Balkans. Les États balkaniques le plus intéressés au sort de la Turquie dans les Balkans, n'ont pas été même consultés.

En automne 1903 le Monténégro appréhendait fort l'ingérence de l'Autriche-Hongrie dans les affaires balkaniques sous prétexte de rétablir l'ordre dans les parties individuelles de la Turquie d'Europe. Les craintes étaient d'autant plus grandes que la Russie, protectrice traditionnelle du Monténégro, était en ce moment engagée à l'Extrême-Orient, et au mois de février 1904 le Japon lui déclarera la guerre.

Comme un tiers du territoire du Monténégro avait la frontière commune avec l'Autriche-Hongrie, à l'ordre du jour de deux voisins se posait chaque jour aussi la résolution des questions concrètes au sujet desquelles il n'était pas toujours possible d'arriver à un accord prompt et total.

Dans la première moitié de l'année 1904 les négociations ont été en cours en vue de conclure un traité sur l'extradition des coupables entre les deux États. Le gouvernement monténégrin ne voulut pas accepter la proposition austro-hongroise que le traité devait se rapporter aussi aux coupables de la Bosnie et de l'Herzégovine. Il a pris une attitude résolue: La Bosnie et l'Herzégovine appartenaient à la Turquie et non à l'Autriche-Hongrie, bien que cette puissance a obtenu, par la décision du Congrès de Berlin, le mandat d'occuper ces deux provinces sous prétexte d'y établir l'ordre; par conséquent, les habitants de ces territoires étaient sujets turcs et le Monténégro, pour cette raison, n'avait aucun fondement juridique pour les extraditer à l'Autriche-Hongrie. Cette puissance avait un grand intérêt, en premier lieu pour des raisons politiques, à ce que le Monténégro acceptât son projet du traité, car ce serait une es-

pèce de reconnaissance que la Bosnie et l'Herzégovine étaient des pays austro-hongrois. La question de signature du traité sur „l'extradition des criminels” avait gardé son actualité aussi en 1905. Le ministre des affaires étrangères monténégrins, le voïvode Gavro Vuković a adressé au ministre de l'Autriche-Hongrie à Cetinje, à deux reprises au mois de mai 1905, la communication par écrit que le Monténégro ne pouvait pas accepter que les citoyens de la Bosnie et de l'Herzégovine fussent englobés par la nouveau traité.

A partir du milieu de l'année 1904 les bruits couraient que le prince Nicolas s'employait à réaliser un rapprochement avec l'Autriche-Hongrie. Tout de même il y avait des symptômes de certains changements qui s'étaient produits dans la politique extérieure du prince. la cause principale était l'échec de la Russie dans la guerre contre le Japon. Depuis la fin de l'année 1904 le prince Nicolas commence à louvoyer entre la Russie et l'Autriche-Hongrie, mais dans ce louvoisement il ne fera aucun coup qui placerait le Monténégro dans la position de subordination économique et politique envers l'Autriche-Hongrie ou qui porterait préjudice aux intérêts d'État du peuple serbe et des peuples yugoslaves au sens plus large.

Au commencement de l'année 1908 dans les relations entre le Monténégro et l'Autriche-Hongrie la question dite „ferroviaire” a repris son actualité.

L'Autriche-Hongrie a soulevé la question de construction de la ligne de chemin de fer qui traverserait une partie du territoire monténégrin. Elle fondait ce droit sur l'article 29 du Traité de Berlin, suivant lequel le Monténégro était tenu à se concerter avec l'Autriche-Hongries au sujet de la construction d'une voie et d'une ligne ferroviaire à travers le territoire monténégrin nouveau.

Par le nouveau territoire monténégrin on entend ce territoire que le Congrès de Berlin lui avait accordé par une de ses décisions. Les combinaisons austro-hongroises sur la construction des lignes de chemin de fer par la territoire monténégrin, ont été encouragées aussi par les concessions que le Monténégro avait données au capital italien pour l'utilisation du monopole du tabac, ainsi que par les négociations entre le Monténégro et l'Italie en vue d'engager les capitaux italiens pour construire la ligne de chemin de fer Bar-Virpazar et le port de Bar.

Pourtant, la construction de la voie ferrée n'était pas uniquement une affaire entre le Monténégro et l'Autriche-Hongrie, mais aussi l'affaire des autres puissances intéressées aux territoires monténégrin et albanais, et en premier lieu de la Russie et de l'Italie; l'Autriche-Hongrie ne renonçait pas à ses intentions.

Après l'exposé du ministre des affaires étrangères austro-hongrois Aehrenthal au mois de janvier 1908, l'Autriche-Hongrie a déclenché une campagne en vue de réaliser ses intentions. Au Monténégro fut adressé l'aide-mémoire par lequel on l'avertissait du droit qui revenait à l'Autriche-Hongrie en vertu de l'article 29 du Traité de Berlin, de faire construire à ses frais la voie ferrée qui suivrait le littoral monténégrin par Bar (Antivari) et Ulcinj (Dulcigno) jusqu' à Scutari ou quelque autre

localité en Albanie que l'Autriche-Hongrie choisirait selon l'exigence du trafic. La voie ferrée n'appartiendrait pas au Monténégro qui ne pourrait percevoir, ni des voyageurs ni de la marchandise, des droits de douane, d'impôts et de taxes, ni exercer des contrôles. L'Autriche-Hongrie entretiendrait la route et le rail, elle se réserverait le droit de nommer, pour l'exploitation de la voie ferrée, ses propres fonctionnaires, dont le nombre ne dépasserait pas celui sur les lignes analogue en Autriche-Hongrie dans les conditions normales. De son côté, le Monténégro devait s'engager de garantir sur le chemin de fer toute sécurité de même que sur les autres routes monténégrines. De l'exposé et de l'aide-mémoire on voit clairement les intentions de l'Autriche-Hongrie: 1) s'assurer une communication aussi rapide et aussi facile que possible avec l'Albanie; 2) séparer le Monténégro du Littoral; 3) soumettre le Monténégro, du point de vue économique et, par conséquent aussi politique, à son influence. La construction de la ligne de chemin de fer, dans le littoral aussi bien que celle de la frontière austro-hongroise à la frontière, monténégrine-turque, avait pour la Monarchie une importance en premier lieu stratégique et politique. La réalisation éventuelle de ces intentions restreindrait la souveraineté du Monténégro. Les efforts faits par l'Autriche-Hongrie en vue de construire ces deux lignes de chemin de fer – une le long du Littoral monténégrin vers Scutari, bien que les ports adriatiques les plus importants en Dalmatie fussent sans communications ferroviaires, et l'autre par le territoire turc de Novi Pazar pour lier la Bosnie au Kosovo et à la Macédoine – avaient pour but de se rapprocher de deux côtés du Monténégro. ce serait, selon l'historien Ćorović, une introduction „aux actions plus directes politiques et, selon toute probabilité, aussi militaires”. Il dit ensuite: „Entouré de deux côtés des lignes de chemin de fer autrichiennes, le Monténégro était exposé au danger de rester entièrement dans l'étreinte autrichienne”. Pour le Monténégro une telle proposition était inacceptable. Le prince Nicolas produisit sa proposition: la ligne ferroviaire devait être construite par le Monténégro avec l'aide financière de l'Autriche-Hongrie.

Le Monténégro a rejeté la proposition austro-hongroise invoquant aussi l'article 29 du Traité de Berlin. Bien que le Monténégro ait refusé la proposition de l'Autriche-Hongrie de construire la ligne de chemin de fer le long du Littoral monténégrin, elle continuera, pendant un certain temps, à soulever cette question. elle proposait de nouvelles variantes pour la construction du chemin de fer, et à certaines de ces propositions était intéressé aussi un groupe de capitalistes austro-hongrois. Ceux-ci proposaient de construire la ligne jusqu'à Podgorica, et même jusqu'à Cetinje, mais ils posaient une condition, à savoir: de laisser aux constructeurs le choix de la direction que suivrait le chemin de fer et du port où la ligne ferroviaire sortirait au bord de l'Adriatique. Selon toute probabilité ce port devait être un des ports austro-hongrois, Kotor ou Budva.

Vers la fin du mois de juin 1908 l'Autriche-Hongrie soulève de nouveau le question de construction de la voie ferrée par l'intermédiaire de son agent militaire au Monténégro. Elle a proposé de construire la ligne de Vir-Pazar à Nikšić qui serait plus tard reliée à Pljevlja ou au chemin

de fer de Bosnie par Trebinje. L'Autriche-Hongrie a déclaré qu'elle était prête à construire le chemin de fer Kotor-Cetinje (nous avons déjà mentionné que le capital italien avait entrepris de construire le chemin de fer à voie étroite de Bar à Virpazar). L'une et l'autre propositions furent rejetées.

Les propositions concernant la construction des lignes ferroviaires que l'Autriche-Hongrie offrait au Monténégro étaient la partie intégrante de sa politique impérialiste dans les Balkans au commencement du XX^e siècle. Elles avaient, en premier lieu, un but stratégique: de lier l'Autriche-Hongrie à l'Albanie par le chemin de fer qui traverserait le territoire monténégrin et de faciliter par là, la soumission économique et politique du Monténégro à ses intérêts. Ces propositions étaient étroitement liées à la décision ferme, déjà prise à Vienne, d'annexer la Bosnie et l'Herzégovine.

Le prince Nicolas a, le 19 décembre 1905, »fait cadeau« au Monténégro de la constitution octroyée qui, nonobstant ses grandes imperfections, a une grande importance dans l'histoire politique monténégrine. Les milieux politiques, diplomatiques et militaires de l'Autriche-Hongrie suivaient attentivement les événements politiques au Monténégro. L'Autriche-Hongrie était le plus grand ennemi du rapprochement et de l'unification du Monténégro et de la Serbie et de la création d'un État serbe fort qui mettrait obstacle à ses plans impérialistes de la pénétration vers l'Est. Pour cette raison, la tâche constante de sa politique extérieure était d'approfondir autant que possible l'abîme entre le Monténégro et la Serbie, profitant des rivalités entre les dynasties monténégrine et serbe concernant la suprématie dans le peuple serbe. L'Autriche-Hongrie ne pouvait développer son activité sur ce plan qu'auprès de la cour monténégrine qui appréhendait fort le prestige de la Serbie qui devenait de plus en plus grand après le coup d'État, effectué au mois de mai 1903, non seulement parmi les peuples yougoslaves, mais aussi en Europe en général. A l'époque des luttes constitutionnelles et politiques au Monténégro de 1905 à 1914, l'Autriche-Hongrie fera des efforts pour représenter le mouvement libéral bourgeois monténégrin et l'activité politique des étudiants et émigrés monténégrins comme agences du gouvernement et de la cour serbes et pour effrayer par là la cour monténégrine autant que possible et essayer de l'attacher à ses intérêts.

A cause de la dissolution de l'Assemblée nationale, élue pour la période de 1906-1910, de la part du prince Nicolas au mois de juillet 1904, de l'interdiction de l'activité au Parti populaire à peine fondé et des persécutions de ses adhérents, de la suppression du journal *Narodna misao* et de la fermeture de son imprimerie, quelques étudiants et émigrés monténégrins à Belgrade eurent l'idée de se procurer des bombes et de les envoyer au Monténégro. Ces bombes (au nombre de 15) furent saisies par la police monténégrine.

La police monténégrine a été informée que certains individus, mêlés à l'affaire avec les bombes, se trouvaient sur le territoire austro-hongrois dans les Bouches de Kotor, et le Ministère des Affaires Étrangères

monténégrin, par l'intermédiaire de l'envoyé austro-hongrois à Cetinje, a prié le gouvernement austro-hongrois de les faire arrêter. La police dans les Bouches de Kotor réussit à arrêter quatre personnes seulement, tandis que les principaux coupables de l'accusation de la police monténégrine réussirent à s'enfuir à l'aide des passeports empruntés aux autres.

Le gouvernement monténégrin a exigé l'extradition des détenus, invoquant le traité du 23 septembre 1872 conclu entre le Monténégro et l'Autriche-Hongrie concernant l'extradition réciproque des coupables. Le gouvernement austro-hongrois a demandé l'opinion sur cette question à ses tribunaux compétents et le Ministère de Justice autrichien a motivé son refus de les extradier en se basant sur leurs opinions. Le gouvernement austro-hongrois a notifié cette motivation au gouvernement monténégrin. De cette façon, le gouvernement austro-hongrois n'a pas satisfait la demande de Cetinje, bien que le prince Nicolas et le gouvernement princier, dans les premiers jours après la découverte des bombes, aient exprimé la plus grande reconnaissance au gouvernement austro-hongrois de la prévenance dont il a fait preuve par l'arrestation des Monténégrins suspects qui se trouvaient sur le territoire autrichien.

Cependant, le Tribunal départemental de Kotor a détenu les accusés en prison et seulement après la conclusion du procès aux inculpés à Cetinje et après l'examen des matériaux qu'il avait reçus des organes judiciaires monténégrins, a fixé la date de l'audience pour le 30 juin 1908. Le tribunal a libéré les accusés et de cette façon, après plus de huit mois de détention à Kotor, ils furent relâchés.

L'annexion de la Bosnie et de la Herzégovine, effectuée par l'Autriche-Hongrie le 7 octobre 1908, a provoqué un grand mécontentement au Monténégro. Le même jour, le prince Nicolas a publié la proclamation aux Monténégrins par laquelle il communiquait au peuple la nouvelle de l'annexion de la Bosnie et de la Herzégovine par l'Autriche-Hongrie. Dans la proclamation, pourtant, on a mis en relief que les dispositions du Traité de Berlin ont été »violées sous plusieurs aspects« par l'acte de l'annexion et que, par conséquent, l'article 29 de ce traité n'était plus valide pour le Monténégro. Le gouvernement monténégrin avertissait les États-signataires du Traité de Berlin, qu'il considérait l'annexion de la Bosnie et de la Herzégovine comme »une violation arbitraire du Traité de Berlin«. S'ils venaient à reconnaître cette annexion comme un fait accompli, le gouvernement monténégrin portait à leur connaissance »que le traité entier serait annulé par là« et que le Monténégro se considérerait affranchi de »tous les engagements« qui résultaient pour lui de l'article 29 du Traité de Berlin.

L'annexion de la Bosnie et de la Herzégovine une fois effectuée, l'Autriche-Hongrie retira les garnisons militaires de Pljevlja, de Prijepolje et de Priboj. A partir du premier jour après l'annexion de la Bosnie et de la Herzégovine, l'Autriche-Hongrie était prête à renoncer aux droits qui lui étaient accordés par l'article 29 du Traité de Berlin si le Monténégro consentait à l'annexion. Cependant, elle sera résolument opposée à n'importe quelles compensations à donner au Monténégro pour l'annexion effectuée. Resteront vaines les espérances du prince Nicolas que

l'Autriche-Hongrie lui restituerait du moins Spič, position qui domine le port monténégrin de Bar, que l'armée monténégrine avait libérée au cours de la guerre contre la Turquie de 1876-1878, mais qui fut cédée à l'Autriche-Hongrie par la décision du Congrès de Berlin.

A la fin, l'accord fut réalisé le 5 avril 1909. L'Autriche-Hongrie et les autres grandes puissances consentaient à l'abolition de toutes les dispositions de l'article 29 du Traité de Berlin »par lesquelles sont limités les droits de pleine souveraineté du Monténégro«. Les points 5 et 7-11 de cet article ont été abolis. Quant au point 6, il y était prévu que le port de Bar devait garder le caractère de port de commerce. A Bar ne pourront être construits les bâtiments qui le transformeraient en un port de guerre. Le gouvernement monténégrin a déclaré qu'il reconnaissait l'état existant et qu'il maintiendrait à l'avenir les rapports d'amitié et de bon voisinage avec le gouvernement de l'Autriche-Hongrie.

La crise d'annexion a été résolue, mais nombreux problèmes dans le domaine des rapports interétatiques des deux pays sont restés pendents. Le Monténégro tâchera, dans la mesure de ses possibilités, d'établir avec son puissant voisin les relations politiques et économiques normales, qui étaient bouleversées au cours de la crise d'annexion. Au premier plan était le rétablissement des relations commerciales normales. L'Autriche-Hongrie se montrait aussi disposée à améliorer les rapports avec le Monténégro. Au rétablissement des rapports économiques normaux étaient intéressés aussi le marché dans les Bouches de Kotor et les maisons de commerce et bancaires individuelles dans la Monarchie. Cependant, l'exaspération contre l'Autriche-Hongrie était énorme au Monténégro. L'organe semi-officiel du gouvernement monténégrin, *Cetinjski vjesnik* (Messager de Cetinje) continuait à écrire avec aigreur, en indiquant que l'Autriche-Hongrie représentait encore un grand danger pour le peuple serbe.

Le prince Nicolas cherchait constamment à acquérir la faveur de son puissant voisin. Ces efforts du prince étaient motivés par une raison spéciale. C'est qu'en 1910 il s'accomplissait le cinquantième anniversaire de son arrivée au trône monténégrin et il avait déjà pris la décision de profiter de cette occasion pour se proclamer roi et le Monténégro royaume. En ce sens le prince Nicolas avait déjà fait les démarches auprès des grandes puissances. A ce qu'il semble, l'Autriche-Hongrie était le premier État que le prince Nicolas avait consulté au sujet de son intention de se proclamer roi.

Au sujet de ces intentions, le prince Nicolas s'était déjà mis d'accord avec l'Autriche-Hongrie que certaines unités de la marine de guerre austro-hongroise devaient faire une visite au port de Bar. Selon le plan établi, les navires de guerre austro-hongrois ont gagné le port le 1^{er} mars 1910. A l'occasion de cette visite ont été échangées les dépêches entre le prince Nicolas et l'empereur de l'Autriche-Hongrie François Joseph. Le commandant de l'escadre avec ses officiers a rendu une visite à Cetinje où ils furent reçus en audience par le prince Nicolas.

La flotte austro-hongroise et ses officiers ont été froidement accueillis par la population monténégrine, ce qui fut pour eux un grand

échec, surtout si l'on compare cet état d'esprit à l'accueil enthousiaste qui fut fait à la flotte française et à ses officiers lors de leurs visites à Bar dans la seconde moitié du décembre de 1909.

A Vienne on ne voyait pas d'objection aux intentions du prince monténégrin de se proclamer roi. A la cérémonie à l'occasion du jubilé et de la proclamation du royaume au Monténégro le 28 août 1910 ne fut présent, il est vrai, aucun membre de la famille impériale autrichienne, mais l'empereur François Joseph avait adressé, quelques jours avant cette célébration, sa lettre autographe au prince.

Le mouvement des masses albanaises contre la domination ottomane qui avait éclaté au printemps de l'année 1910, est devenu aussi l'objet des rapports interétatiques du Monténégro et de l'Autriche-Hongrie, puisque l'un et l'autre État s'efforçaient de le mettre à profit pour leurs intérêts. En s'engageant dans l'insurrection albanaise dans son voisinage, qui était particulièrement intensive en 1911, le Monténégro se heurtait aux intérêts austro-hongrois dans cette région. Bien qu'il se rendit entièrement compte des intérêts austro-hongrois en Albanie, le prince Nicolas tâcha de neutraliser l'opposition de cette puissance à l'immixtion du Monténégro dans les affaires albanaises. Du côté de l'Autriche-Hongrie on s'employait à faire prendre au Monténégro une attitude de neutralité envers les événements dans son voisinage.

Le prince Nicolas visitait chaque année la capitale austro-hongroise Vienne. Cependant, lorsqu'il s'était proclamé roi, il se posait la question politique à qui devait-il faire sa première visite, à Vienne ou bien à la capitale impériale russe de Saint-Pétersbourg. Mais, nonobstant ses désirs intimes, à cause de l'opinion publique et surtout du peuple monténégrin, le roi dut rendre sa première visite à Saint-Pétersbourg où il se dirigea au mois de janvier 1912.

Il partit pour Vienne le 6 juin de cette même année. Dans la capitale austro-hongroise le roi Nicolas fut reçu avec les plus grands honneurs. A la gare l'attendait le vieil empereur François Joseph, entouré des plus hauts fonctionnaires politiques et militaires de la Monarchie. L'empereur nomma le roi Nicolas en cette occasion commandant d'honneur du 55^e régiment de l'armée austro-hongroise, stationné dans la Galicie orientale. Cette nomination a fait une impression pénible sur l'opinion publique progressiste yougoslave et russe. Cela d'autant plus que le roi Nicolas lors de la proclamation du royaume au Monténégro fut promu feld-maréchal de l'armée russe par l'empereur russe et son avancement au grade de commandant du régiment austro-hongrois a été jugé outrageant pour la Russie et un défi aux aspirations à la libération nationale des peuples slaves opprimés dans la Monarchie. Les résultats de la visite pompeuse du roi monténégrin à Vienne n'ont pas, à la longue, répondu aux attentes des parties intéressées.

Vers la fin du mois de septembre 1912 fut définitivement conclue l'alliance des États balkaniques – Serbie, Bulgarie, Monténégro et Grèce, pour la guerre contre la Turquie, que l'Autriche-Hongrie appréhendait le plus. Jusqu'à l'éclatement de la guerre balkanique, l'Autriche-Hongrie gardait une attitude ferme de ne pas permettre à la

Serbie d'entrer dans le Sandjak et de s'y lier au Monténégro, car cela fermerait la voie à sa pénétration vers Salonique et dans l'Albanie.

Le premier octobre 1912 fut publié le décret du roi Nicolas sur la mobilisation de l'armée monténégrine. Le ministre monténégrin à Constantinople a remis, le 8 octobre 1912, au gouvernement turc la note relative à la déclaration de guerre, et le lendemain, le 9 octobre fut affichée la proclamation de guerre du roi Nicolas. Le même jour les ministres austro-hongrois et russe à Cetinje ont fait une démarche auprès du roi Nicolas en vue de maintenir la paix, mais sans succès. La guerre ne pouvait plus être empêchée.

La guerre a commencé et de cette façon l'Autriche-Hongrie fut placée devant un fait accompli. En évaluant la situation générale, l'Autriche-Hongrie fut obligée de relâcher son attitude rigide concernant l'entrée éventuelle des armées serbe et monténégrine dans le Sandjak. Puisque la guerre balkanique n'avait pas pu être évitée, les milieux gouvernants austro-hongrois ont pris une attitude inflexible concernant la formation d'un État indépendant albanais, qui devait être fait aussi grand que possible, au détriment du Monténégro et de la Serbie. Ils se sont résignés à accepter la situation avec le Sandjak que les armées monténégrine et serbe ne tardèrent à libérer et à chasser l'armée turque. Ainsi la question du Sandjak, qui était constamment présente dans la politique balkanique de l'Autriche-Hongrie, fut définitivement rayée de l'ordre du jour vers la fin du mois d'octobre 1912.

A partir du mois de novembre 1912, l'Autriche-Hongrie a transféré sur la question albanaise le point central de son activité envers le Monténégro. L'objectif principal des opérations de l'armée monténégrine était Scutari. Cependant, à cause de l'incapacité de son Grand quartier général, l'armée monténégrine n'a pas réussi à prendre Scutari d'assaut, bien que les conditions pour faire cela fussent présentes et pour cette raison une occasion favorable s'offrit à l'Autriche-Hongrie pour les différentes combinaisons et différents marchandages quant à la question de Scutari. Elle a déclaré, en premier lieu, que la côte albanaise devait être cédée à l'Albanie autonome. Cette décision fut communiqué au roi Nicolas le 11 novembre 1912 par une note.

Le roi Nicolas était fermement résolu à prendre Scutari, Alessio et Medua par force. Deux jours après le remise de la susdite note, l'envoyé austro-hongrois à Cetinje déclara au roi Nicolas que l'Autriche-Hongrie n'entraverait pas les opérations monténégrines contre Alessio et Medua, mais que son gouvernement réservait ces deux localités pour l'Albanie autonome. Cette déclaration a clairement indiqué au roi Nicolas que les opérations militaires en Albanie n'étaient que de vains efforts.

A Vienne, pourtant, on ne se souciait ni d'intérêts du roi Nicolas ni de ceux de l'Albanie, mais uniquement de ses propres intérêts et pour cette raison les gouvernants austro-hongrois, au mois de novembre 1912, étaient prêts à faire différents marchandages et combinaisons. A Vienne on était disposé en ce temps-là à aller au-devant des désirs du Monténégro au sujet de Scutari s'il consentait à céder à l'Autriche-Hongrie une partie de la montagne de Lovćen. L'Autriche-Hongrie y était intéressée

en premier lieu pour des raisons stratégiques, car cette montagne domine les Bouches de Kotor. Le Monténégro devait, en outre, consentir à une union douanière et l'Autriche-Hongrie lui garantirait un montant annuel permanent en guise de dédommagement pour la perte des revenus provenant de la perception des droits de douane. Le Monténégro devait acquiescer à quelques autres conditions, à savoir: le pavillon de commerce austro-hongrois pouvait être utilisé sur la Bojana et le Lac de Scutari; à l'Autriche-Hongrie serait accordé le droit de cabotage dans le littoral monténégrin; la Monarchie devait obtenir le droit d'établir la communication ferroviaire avec l'Albanie en passant par le territoire monténégrin. En d'autres termes, le Monténégro devait être soumis, au point de vue économique, à son puissant voisin. Pourtant, le ministre austro-hongrois à Cetinje a informé Vienne, le 25 novembre 1912 déjà, que les propositions faites par l'Autriche-Hongrie étaient rejetées sur toutes les lignes.

Le désir du Monténégro d'obtenir Scutari ne sera pas réalisé, et cela pour une grande part par la faute personnelle du roi Nicolas en sa qualité de commandant en chef. On a manqué l'occasion de prendre Scutari dans les premiers jours de la guerre et de décider de cette façon de son sort. Si l'armée monténégrine avait pris Scutari au commencement de la guerre, comme cela était prévu au conseil de guerre monténégrin, il est tout à fait certain que cette ville serait restée en possession du Monténégro. Le roi Nicolas a suspendu l'attaque qu'on préparait contre les positions de Scutari pour le commencement du mois de décembre 1912 sous l'influence de certains représentants diplomatiques à Cetinje qui lui donnaient des assurances que Scutari tomberait en partage au Monténégro. De cette façon on a laissé s'échapper la dernière occasion pour atteindre ce but.

Le trois décembre fut signé l'armistice de deux mois entre les alliés balkaniques et la Turquie, qui a permis à la garnison turque de Scutari de se préparer pour la défense, avec l'aide de l'Autriche-Hongrie et de l'Allemagne. La conférence des ambassadeurs des grandes puissances fut convoquée à Londres en vue de trouver la solution à la question de la guerre dans les Balkans.

L'Autriche-Hongrie a pris une attitude décidée: Scutari devait être laissée à l'État d'Albanie nouvellement formé. Ainsi Scutari devenait de plus en plus une question embrouillée de la politique européenne.

La conférence de paix à Londres a échoué. La note annonçant la suspension de l'armistice a été remise aux délégués turcs à Londres le 29 janvier 1913. Le lendemain les gouvernements des États balkaniques ont aussi remis la note officielle au gouvernement turc l'informant que les hostilités recommenceraient le 4 février.

L'armée monténégrine attaquait impétueusement, les 7, 8 et 9 février, les fortifications de Scutari, mais elle n'a pas réussi à les conquérir et a subi de graves pertes. A l'attaque avaient pris part aussi les unités de l'armée serbe qui s'y étaient trouvées. L'Autriche-Hongrie a profité de l'échec subi par les Monténégrins pour déployer une activité encore plus énergique visant à laisser Scutari à l'Albanie. Elle était prête à faire

des concessions seulement dans les autres régions que l'armée monténégrine avait libérées.

Quant à la question de Scutari, l'Allemagne s'est rangé du côté de l'Autriche-Hongrie et l'Angleterre, la France et l'Italie auxquelles une aggravation de la situation en Europe ne convenait pas, consentaient à ce que Scutari appartint à l'Albanie. La Russie a consenti aussi à cette solution au mois de mars 1913. La pression que l'Autriche-Hongrie exerçait sur le Monténégro devenait chaque jour plus forte. Pourtant, vu l'attitude de l'Italie et l'intransigeance de la Russie, à Vienne on était forcé à faire des concessions jusqu'à une certaine limite. Vienne a cédé aussi dans la question de Đakovica et consenti à ce que cette localité n'entrât pas dans le cadre de l'Albanie.

Au Monténégro la haine contre l'Autriche-Hongrie s'enflammait chaque jour de plus en plus. De son côté, le gouvernement monténégrin tâchait d'éviter, autant que possible, l'aiguïsement de la crise, mais il était décidé de continuer les opérations militaires et de prendre Scutari. Bien que le parti militaire de l'Autriche-Hongrie fût impatient et agressif, sa diplomatie s'abstenait de prendre l'initiative des opérations militaires jusqu'à l'extrême limite. Dans la seconde moitié du mois de mars l'Autriche-Hongrie accélérât son activité relative à la mise en oeuvre des mesures militaires pour exercer la pression sur le Monténégro en cas de besoin.

Pour forcer le Monténégro à se retirer de Scutari, les grandes puissances Autriche-Hongrie, Italie, Angleterre et France ont pris la décision d'effectuer une démonstration navale. Le 30 mars elles ont déjà amené leurs navires de guerre devant Medua, port albanais que tenait l'armée monténégrine. Il a été formée une flotte alliée pour les démonstration contre le port monténégrin de Bar. Le 2 avril les navires de guerre austro-hongrois sont déjà entrés dans les eaux territoriales monténégrines entre Bar et Ulcinj, à 10 lieues de distance de la côte et jusqu'au 5 avril arrivèrent aussi les navires italiens, anglais et français.

Sous la pression des grandes puissances les troupes serbes se retirèrent de Scutari le 11 avril, mais le Monténégro continuait à assiéger la ville. Tâchant d'empêcher la reddition de Scutari, le gouvernement austro-hongrois était fermement résolu à mettre en oeuvre les mesures de pression, car l'armée monténégrine a recommencé le bombardement de la forteresse de Scutari le 12 avril. Particulièrement impatients à cause de cela étaient les milieux militaires austro-hongrois, car ils se rendaient compte que la garnison turque, encerclée à Scutari, n'avait plus aucune possibilité de se défendre. Ils exigeaient la prise des mesures urgentes. Le ministre de la guerre et aussi celui des affaires étrangères étaient d'accord avec ces milieux. Le vingt avril le contre-amiral austro-hongrois a reçu l'instruction de Vienne de demander, à la séance des commandants de la flotte alliée qui faisait le blocus, les sanctions rigoureuses contre le Monténégro, — le débarquement du corps expéditionnaire international et l'occupation des points importants sur la côte monténégrine. Dans l'entre-temps, pendant que les puissances délibéraient sur les activités à entreprendre, Scutari capitula. Selon la

convention entre le Grand quartier général monténégrin et le commandant de la garnison turque à Scutari, l'armée monténégrine a pris possession des fortifications de Scutari le 24 avril 1913 et fit son entrée dans la ville, tandis que l'armée turque avec son armement se retira en direction de Tirana. – Scutari fut conquise, mais, tout de même, elle ne pouvait pas appartenir au Monténégro.

La capitulation de Scutari a provoqué une grande agitation et inquiétude en Autriche-Hongrie et en Europe. La presse austro-hongroise écrivait que la capitulation de Scutari est un grand outrage et une honte pour l'Europe. L'Autriche-Hongrie était prête à faire la guerre, les mesures exceptionnelles, introduites en automne de l'année 1913, ont été intensifiées et la mobilisation des trois corps d'armée devait être décrétée.

Le roi Nicolas dut, pourtant, se décider à faire des concessions. Le Monténégro s'était trouvé isolé, car il ne pouvait espérer l'aide de personne. Les conseils que lui donnaient ses amis et les puissances européennes, durent être obéis. Finalement, au conseil de la couronne du 4 mai 1913 a été adoptée la proposition du roi Nicolas de lever le siège de Scutari immédiatement. Le roi Nicolas a informé, le même jour, de cette décision le secrétaire anglais pour les affaires étrangères Edward Grey.

La crise de Scutari fut, donc, terminée ainsi que l'a voulu l'Autriche-Hongrie. La guerre fut évitée et différée à un temps indéterminé, mais elle pouvait éclater de nouveau à tout moment.

Un mécontentement énorme régnait contre l'Autriche-Hongrie au Monténégro. Les relations entre ces deux États après l'abandon de Scutari par les Monténégrins étaient »on ne peut pires«. Au Monténégro on n'inculpait que l'Autriche-Hongrie de la perte de Scutari. Cependant, nonobstant toutes les injustices que l'Autriche-Hongrie avait faites au Monténégro, le gouvernement monténégrin était obligé de chercher le moyen pour établir avec la Monarchie, dans la mesure où les intérêts de l'État et du peuple le permettront, des relations aussi normales que possible. Le roi Nicolas aura de tels contacts avec les représentants austro-hongrois à Cetinje, à l'insu du public et du gouvernement monténégrins.

Entre la Monténégro d'un côté et l'Autriche-Hongrie de l'autre il y avait souvent des dissensions et des controverses sur les questions particulières. Sous prétexte de vouloir offrir sa protection aux catholiques albanais et aux musulmans en général, l'Autriche-Hongrie essayait de s'immiscer même dans les affaires intérieures du Monténégro. L'Autriche-Hongrie était prête à intervenir en toute occasion et à prendre la population albanaise sous sa protection.

L'objet de l'intérêt du ministre austro-hongrois à Cetinje étaient aussi les conditions intérieures du Monténégro dans leur ensemble. L'Autriche-Hongrie prêtait la plus grande attention possible aux relations entre le Monténégro et la Serbie. L'Autriche-Hongrie continuait à être le plus grand ennemi de la concorde, de l'unité et de l'union éventuelle de ces deux États.

Dans les rapports entre le Monténégro et l'Autriche-Hongrie à la veille de la première guerre mondiale étaient présentes de façon perma-

nente certaines questions pendantes, parmi lesquelles aussi celles qui se rapportaient à la frontière, et même à l'ancienne frontière en Herzégovine et dans les Bouches de Kotor. Du côté des autorités frontalières ont été créés des problèmes aux frontières pour démontrer par là la puissance de la Monarchie et pour tenir le Monténégro en terre permanente. Dans une suite de questions pendantes, celles qui se rapportaient à l'utilisation des propriétés, situées, de l'un et de l'autre côté de la frontière, des forêts communes, des abreuvoirs, des pâtures, à la réglementation du commerce frontalier, des passeports et des visa était de la plus grande actualité. De temps en temps les forces armées austro-hongroises violaient la frontière monténégrine.

La frontière dans la région de Pljevlje, libérée dans la guerre balkanique de 1912, devint un problème de grande actualité dans les rapports entre le Monténégro et l'Autriche-Hongrie au mois de mars et d'avril 1914. A la frontière monténégrine-bosniaque dans la localité de Metaljka (région de Pljevlje) étaient sorties d'importantes forces militaires austro-hongroises qui, le 8 mars 1914, attaquaient la position de Sjenokos où se trouvaient seulement quatre soldats monténégrins. Un soldat monténégrin fut tué et trois autres furent blessés. L'armée austro-hongroise est restée sur la position occupée.

L'Autriche-Hongrie ne prêtait pas attention aux protestations du Monténégro et jusqu'au commencement de la première guerre mondiale elle ne voulait pas retirer son armée de la position occupée. Vienne n'acceptait ni la proposition monténégrine non plus de former une commission mixte qui examinerait tout ce cas. Sjenokos qui se trouvait en possession de la Turquie jusqu'à la guerre balkanique 1912 et que les troupes serbes ont pris, pour l'Autriche-Hongrie resp. pour son commandement militaire à Sarajevo était nécessaire pour des raisons purement stratégiques. Le Monténégro ne pouvait faire rien d'autre que se résigner à la perte de Sjenokos.

Le cas de Sjenokos indiquait nettement que les milieux impérialistes austro-hongrois, et particulièrement les cercles militaires, n'avaient pas l'intention de se reconcilier avec l'état existant dans les Balkans.

La nouvelle de l'assassinat du prince héritier austro-hongrois à Sarajevo le 28 juin 1914 a surpris le roi Nicolas sur le chemin de retour pour le Monténégro, entre Salzbourg et Trieste. Cette nouvelle a fait une impression profonde sur le roi Nicolas. Il arriva à Cetinje le 30 juin au matin. Immédiatement après son arrivée, il a adressé ses condoléances à l'empereur austro-hongrois et décrété le deuil de la cour dans la durée de 15 jours.

La gouvernement monténégrin s'abstint de tout commentaire. Son organe *Glas Crnogorca* (Voix du Monténégrin) publia seulement une brève nouvelle de l'assassinat du prince héritier austro-hongrois et de son épouse, en réprochant sévèrement les auteurs de l'attentat et leur crime.

Cependant, les persécutions des Serbes en Autriche-Hongrie, les attaques véhémentes contre la Serbie dans la presse austro-hongroise et

l'incitation à la guerre contre la Serbie ont provoqué la révolte au Monténégro. Les 4,5 et 6 juillet 1914 eurent lieu à Cetinje les démonstrations contre l'Autriche-Hongrie auxquelles avaient pris part jusqu' à 400 citoyens. Les démonstrations ultérieures furent interdites par le gouvernement monténégrin.

Le participant à l'attentat de Sarajevo, Muhamed Mehmedbašić a réussi à se réfugier au Monténégro. Le service d'information austro-hongrois a vite découvert que Mehmedbašić se trouvait à Nikšić et le ministre des affaires étrangères de l'Autriche-Hongrie a exigé son extradition du gouvernement monténégrin. Le gouvernement monténégrin a rendu possible à Mehmedbašić de se retirer de Nikšić dans une localité à l'intérieur du Monténégro. Au ministre austro-hongrois fut répondu que Mehmedbašić »a réussi à s'évader« de la prison à Nikšić, à cause du manque de vigilance des organes d'État.

L'activité diplomatique de l'Autriche-Hongrie, visant à gagner le Monténégro à la politique de neutralité a commencé vers le milieu de juillet 1914. A Vienne on savait fort bien que les problèmes brûlants pour le roi Nicolas étaient: 1) question dynastique, 2) question financière et 3) agrandissement du territoire. Pour cette raison, les milieux dirigeants austro-hongrois, en promettant au roi Nicolas l'aide dans la solution de ces questions, ont essayé de séparer le Monténégro de la Serbie et de le gagner à une attitude neutre dans la guerre imminente entre la Monarchie et la Serbie. Cependant, tous les efforts de l'Autriche-Hongrie en vue de réaliser son idée, sont restés sans résultats.

L'Assemblée Nationale monténégrine s'était réunie à la séance extraordinaire le 1^{er} août 1914. L'Assemblée a pris à l'unanimité et d'une voix commune la décision de déclarer la guerre à l'Autriche-Hongrie. Le cinq août le Directeur général du Ministère monténégrin des affaires étrangères a remis au ministre de l'Autriche-Hongrie à Cetinje la note portant la signature du ministre des affaires étrangères Petar Plamenac par laquelle on lui signifiait que sa mission à Cetinje était terminée. Le lendemain, le 6 août 1914, l'envoyé austro-hongrois a quitté Cetinje. Le même jour (le 6 août) fut publiée la proclamation du roi Nicolas par laquelle il informait les Monténégrins qu'il était forcé de les inviter »pour la troisième fois en moins de deux ans et demi à la guerre sainte pour la liberté de tous les Serbes et de tous les Yougoslaves«.

Littérature

Dr Vladan Đorđević, Crna Gora i Austrija u XVIII veku, Beograd 1912.

Dr Vladan Đorđević, Crna Gora i Austrija 1814-1894, Beograd 1924.

Đorđe Stratimirović, Uspomene, Beč - Zagreb, 1913.

Dr Vasilj Popović, Istočno pitanje, Sarajevo 1965.

Branko Pavićević, Crna Gora u ratu 1862. godine, Beograd 1964.

Gavro Vuković, Memoari, Iz diplomatskih odnosa Crne Gore sa Engleskom, Francuskom, Austrijom i Turskom, Cetinje 1929.

Memoari kapetana Fridriha Oreškovića iz 1838, godine, Cetinje 1949.

Nikola I, Memoari, Cetinje 1969.

Čorović Vladimir, Odnosi između Srbije i Austro-Ugarske u XX veku, Beograd 1936.

Vojvodić dr Mihailo, Skadarska kriza 1913. godine, Beograd 1970.

- Rakočević dr Novica, Crna Gora u I svjetskom ratu 1914–1918, Cetinje 1969.
- Rakočević dr Novica, Politički odnosi Crne Gore i Srbije 1903–1918, Cetinje 1981.
- Rakočević dr Novica, Crna Gora i Austro-Ugarska 1903–1914., Titograd 1983.
- Tomanović Lazar, Austrija i Crna Gora, Nova Evropa 5 1925.
- Tomanović Lazar, Povodom memoara Barona Gizla, zapisi 6 1928.
- Jovanović Radoman, Pokušaj Austro-Ugarske da dobije koncesiju za izgradnju željeznice u Crnogorskom Primorju, Istorijski zapisi 2/1964.
- Rakočević Novica, Odnosi između Crne Gore i Austro-Ugarske od završetka skadarske krize, maja 1913. godine do sarajevskog atentata, jugoslovenski narodi pred prvi svjetski rat. Srpska akademija nauka i umjetnosti, Odeljenje društvenih nauka, knjiga 61, Beograd 1967.
- Radusinović Milorad, Zategnutost na crnogorskoj granici prema Boki 1908–1909, Zbornik Kotsorske sekcije Društva istoričara Crne Gore 1/1973.
- Radusinović mr Milorad, Vojno politička nestabilnost na granici Crne Gore i turskog sandžaka za vrijeme aneksione krize 1908–1909, Istorijski zapisi 3/1980.
- Dr Galib Šljivo, Lajningenova misija u Carigradu 1853. godine, Istorijski zapisi 2/1976.
- Mikić dr Đorđe, Austro-Ugarska i Novopazarski Sandžak. Novopazarski zbornik 4/1980.